

## TURQUIE

## Erdogan s'en prend à la «marche pour la justice» de l'opposition

**Le Président turc Recep Tayyip Erdogan a accusé samedi le principal parti d'opposition de se ranger du côté des «terroristes» au 17<sup>e</sup> jour d'une «marche pour la justice» entamée à Ankara et qui approche d'Istanbul, son objectif.**

Cette marche de trois semaines a été lancée à l'initiative du chef du Parti républicain du peuple (CHP), Kemal Kiliçdaroglu, pour protester contre l'incarcération d'Enis Berberoglu, un député de son parti, condamné à 25 ans de prison pour avoir dévoilé des secrets d'Etat.

Avançant sans insigne partisane, avec «Justice» comme seul mot d'ordre, M. Kiliçdaroglu a rallié une foule croissante à chaque étape de sa marche, qu'il prévoit de terminer le 9 juillet avec un rassemblement géant devant la prison où est incarcéré M. Berberoglu, à Maltepe près d'Istanbul.

«Si vous commencez des manifestations pour protéger les terroristes et ceux qui les soutiennent alors qu'il ne vous vient pas à l'esprit de faire des manifestations contre les organisations terroristes, vous ne pourrez convaincre personne que votre objectif est la justice», lui a lancé samedi M. Erdogan, qui avait déjà mis en garde mi-juin M. Kiliçdaroglu contre une convocation des autorités judiciaires.

«La ligne représentée par le CHP (...) a dépassé l'opposition politique et pris une nouvelle dimension», a-t-il poursuivi, s'adressant à des représentants de son parti à Ankara.

«La route que vous avez empruntée est celle de Qandil et de la Pennsylvanie», a accusé M. Erdogan: Qandil est une zone montagneuse dans le nord de l'Irak qui sert de base arrière aux séparatistes kurdes du PKK, considérés comme «terroristes» par la Turquie et ses alliés occidentaux.

Et c'est en Pennsylvanie qu'est installé Fethullah Gülen, un prédicateur islamiste à qui Ankara impute le putsch manqué de juillet 2015. M. Gülen nie les accusations portées contre lui.

Au-delà des sympathisants du CHP, la marche initiée par M. Kiliçdaroglu rallie de nombreuses personnes préoccupées par les purges menées depuis la tentative de putsch, dans le cadre desquelles environ 50 000 personnes ont été arrêtées et plus de 100 000 limogées



Recep Tayyip Erdogan.

ou suspendues. Samedi, le cortège personnes a rallié Sakarya, à moins qui réunissait plusieurs milliers de de 150 kilomètres d'Istanbul.

Photos : DR

## EXPLOITATION ILLÉGALE DES RESSOURCES DU SAHARA OCCIDENTAL

## La justice britannique se penche sur le sujet

**La requête déposée par l'organisation britannique Campagne pour le Sahara occidental (WSCUK) devant la Haute Cour de l'Angleterre sur les importations illégales de produits sahraouis vers le Royaume-Uni par le biais des accords commerciaux avec le Maroc sera examinée par la Cour de justice de l'Union européenne, ont indiqué vendredi les avocats de l'ONG.**

«L'action intentée devant la justice par WSCUK contre le ministère de l'Environnement, de l'Alimentation et des Affaires rurales (DEFRA) et le département royal des revenus des taxes (HMRC) concernant les accords commerciaux avec le Maroc sera examinée à la CJUE le 6 septembre 2017», a indiqué le cabinet d'avocats Leigh Day agissant pour le compte de l'ONG, dans un communiqué reçu par la représentation du front Polisario à Londres.

WSCUK avait intenté une affaire en justice devant la Haute Cour britannique contre les deux départements début 2015 après avoir constaté que le Royaume-Uni autorisait l'importation illégale de produits provenant du Sahara occidental, en vertu d'un accord commercial avec le Maroc. La Haute Cour britannique

avait statué en octobre 2015 que l'affaire devait être entendue devant la Cour européenne. Dans des lettres adressées au DEFRA et au HMRC, le cabinet d'avocats Leigh Day affirme que «la souveraineté marocaine ne s'étend pas au territoire du Sahara occidental ni à la mer territoriale adjacente. Par conséquent les biens et produits fabriqués au Sahara occidental ne devraient pas être traités comme originaires du Maroc pour l'application de tarifs préférentiels ou autres avantages conférés par l'accord d'association».

«Il en est de même pour les quotas de pêche alloués dans les mers situées au large des côtes du Sahara occidental», précise le cabinet d'avocats britanniques. «Les entreprises britanniques ne devraient pas exploiter les ressources naturelles d'un ter-



La Haute Cour de justice.

ritoire occupé en vertu d'un accord dans lequel les peuples occupés ne sont pas partie. Le faire compromettrait le droit à l'autodétermination du peuple sahraoui et reconnaîtrait comme licite une situation qui est contraire au droit international», ont expliqué les avocats.

Dans l'arrêt de la Haute Cour rendu le 20 octobre 2015, le juge Blake avait signalé «une erreur manifeste commise par la commission dans la compréhension et l'appli-

cation du droit international à ces accords». Il avait attiré l'attention sur «les allégations d'atteintes graves aux droits de l'homme commises par les autorités marocaines» contre le peuple du Sahara occidental.

Le président de WSCUK, John Gurr, a déclaré qu'«il est temps que le tribunal reconsidère la légalité du commerce britannique avec le Sahara occidental».

«Les injustices que les Sahraouis ont subies pendant plus de 40 ans

d'occupation par les forces marocaines ont été aggravées par le refus de la communauté internationale d'appliquer le droit international», a-t-il affirmé.

M. Gurr a relevé qu'aucun pays ne reconnaît la souveraineté marocaine sur le Sahara occidental, ajoutant que les accords commerciaux de l'Union européenne avec le Maroc, qui s'appliquent au Royaume-Uni, ne peuvent être appliqués aux ressources du Sahara occidental.

Rosa Curling, du cabinet d'avocats Leigh Day, s'est dit «ravie» pour ses clients que la CJUE ait décidé d'examiner l'affaire. «Cela démontre l'importance et la justesse de l'affaire», a estimé l'avocate.

Elle a affirmé qu'il existait «des preuves évidentes que le Maroc a exporté illégalement vers le Royaume-Uni, des marchandises provenant des terres et de la mer qu'il occupe au Sahara occidental».

WSCUK est une ONG britannique créée en 1984 dans le but de soutenir le droit du peuple du Sahara occidental à l'autodétermination et à l'indépendance et à faire prendre conscience de l'occupation illégale de son territoire. Elle est membre de l'Observatoire des ressources du Sahara occidental (WSRW).

## CAMEROUN

## Un civil tué dans 4 attentats suicides de femmes-kamikazes

Quatre femmes kamikazes se sont fait exploser samedi dans l'extrême-nord du Cameroun, régulièrement la cible d'attaques des terroristes nigériens de Boko Haram, faisant un mort et deux blessés, a appris l'AFP de sources concordantes.

La ville de Mora, localité stratégique dans le dispositif de lutte contre les terroristes, a été la cible de «quatre attentats ce matin entre 5h40 et 6h25», a affirmé à l'AFP une source proche des services de sécurité jointe depuis Yaoundé. «On a enregistré une victime civile et deux blessés», a-t-elle ajouté, précisant que les quatre kamikazes ont trouvé la mort dans les diverses explosions. Les kamikazes, toutes des femmes, voulaient entrer à l'intérieur de la ville, mais elles n'ont pas réussi parce qu'elles avaient été repérées par des membres du comité de vigilance et des militaires, indique-t-on de même source.

Elles ont alors déclenché leurs charges explosives à la périphérie de la ville. L'information sur les attentats et le bilan ont été confirmés à l'AFP par une source proche des autorités régionales. La ville de Mora abrite le quartier général du premier secteur de la Force multinationale mixte (FMM), une coalition régionale mobilisée contre Boko Haram. Elle accueille aussi une importante base de l'unité d'artillerie de l'armée camerounaise, dont les actions ont contribué à faire reculer les islamistes nigériens. La région de l'extrême-nord est confrontée depuis plusieurs semaines à une résurgence d'attaques attribuées à Boko Haram, après des mois de relative accalmie.

Le 21 juin, six personnes ont ainsi péri dans un double attentat à Kolofata alors que neuf autres avaient trouvé la mort dans des attaques similaires dans la même ville au début du même mois.

## BURKINA

## L'opposition dénonce «l'aggravation» de la corruption

**L'opposition burkinabè a dénoncé samedi «l'aggravation» de la corruption au Burkina Faso, critiquant une passation de marchés de plus de 7 000 milliards de francs CFA (10,6 milliards d'euros) par les procédures dites «de gré à gré».**

«On assiste à une aggravation du phénomène de la corruption dans notre pays depuis l'arrivée du nouveau pouvoir», a déclaré le chef de file de l'opposition, Zéphirin Diabré, lors d'une conférence de presse. «A la lumière de certaines pratiques du Mouvement du peuple pour le progrès (MPP, au pouvoir) et de ses alliés, on comprend vite que ces

gens ne sont pas venus (...) pour travailler, mais plutôt pour piller l'argent des Burkinabè».

Selon l'opposition, le gouvernement a attribué par «entente directe», courant juin, deux marchés pour la construction de «sept salles de classes et onze latrines pour un montant de 562 millions de francs CFA (857 360 euros), alors qu'en moyenne une école de trois classes avec bureau et latrines coûte autour de 30 millions de francs CFA (45 766 euros)». L'opposant a également dénoncé un projet de loi portant allègement des conditions d'exécution du programme de partenariat public-privé qui doit être voté lundi prochain (...) à l'Assemblée nationale.

Ce projet de loi, «une manière de contourner les règles de transparence, permettra de distribuer des marchés de plusieurs milliers de milliards

de francs à des copains, prête-noms et autres compagnons politiques», a-t-il estimé, précisant qu'il couvre «38 grands projets pour une valeur estimée à 7 000 milliards de francs CFA (10,6 milliards d'euros)».

Dans le projet de loi transmis à l'Assemblée nationale, le gouvernement explique qu'il va «permettre le recours à la procédure d'entente directe pour plus de célérité dans la procédure de passation de contrats (...) ayant un impact immédiat sur la croissance et les conditions de vie des populations».

Au Burkina Faso, les marchés publics ne sont pas exécutés ou ne le sont pas correctement, selon divers rapports d'organisations de la société civile. Elu en novembre 2015, le président Roch Marc Christian Kaboré a fait de la lutte contre la corruption une priorité de son mandat.